



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

lutte contre le racisme

Question au Gouvernement n° 642

Texte de la question

TRAGÉDIE DE TOULOUSE ET DE MONTAUBAN

M. le président. La parole est à M. Jean-Luc Moudenc, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean-Luc Moudenc. Monsieur le président, il y a un an, jour pour jour - 19 mars 2012-19 mars 2013 - la barbarie frappait à Toulouse.

M. Jean Glavany. Et à Montauban aussi !

M. Jean-Luc Moudenc. Elle frappait la communauté juive comme elle avait frappé, quelques jours auparavant, des militaires de notre armée à Montauban et à Toulouse. À travers ces crimes, c'est la France qui était touchée, à travers ces crimes, c'est la République qui était mise en cause. Je veux ici, devant la représentation nationale, faire mémoire de celles et ceux qui sont tombés, victimes de ces crimes, de cette barbarie. Je veux faire mémoire de Imad Ibn Ziaten, Abel Chennouf, Mohamed Legouad, Jonathan, Arie'h et Gabriel Sandler, Myriam Monsonogo. Je veux aussi avoir une pensée pour les blessés graves : Loïc Liber et Aaron Bryan Bijaoui. Je veux également nommer les deux mots qui ont armé le criminel : antisémitisme et islamisme radical. Je me tourne vers le Gouvernement pour qu'il nous indique quelles actions il entend conduire pour faire reculer ces deux mots. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs des groupes SRC et RRDP.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Manuel Valls, *ministre de l'intérieur*. Monsieur le député, vous avez trouvé les mots justes pour rappeler ce qui s'est passé, il y a un an, à Toulouse et à Montauban. Trois soldats ont été tués parce qu'ils étaient soldats. Un père et trois enfants ont été tués parce qu'ils étaient juifs. Vous avez eu raison d'indiquer que c'est bien l'antisémitisme, la haine du juif, mais aussi la haine de la France, de la République et de ses valeurs qui étaient au coeur de cette entreprise criminelle. Le Président de la République l'a redit dimanche à Toulouse - et vous y étiez, monsieur le député -, c'est la France qui était attaquée. Le Président de la République a rappelé que la meilleure réponse avait été donnée par les Français eux-mêmes au moment de la campagne électorale...

M. Jean-François Lamour. Qu'est-ce que la campagne électorale a à voir avec cela ?

M. Manuel Valls, *ministre*. ...et encore aujourd'hui en se retrouvant et en se rassemblant autour des valeurs de la République.

Même si c'est difficile, le Gouvernement s'est donné les moyens de lutter contre ces risques terroristes, ce terrorisme que nous combattons au Mali et ce terrorisme auquel nous faisons face dans notre pays, en réformant la direction centrale du renseignement intérieur. La représentation nationale a également voté à une très large majorité, ce dont je veux encore la remercier, une loi antiterroriste qui donne davantage de moyens à nos services pour lutter contre le terrorisme, ennemi de la démocratie, de nos valeurs, de la République et de la France ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs des groupes écologiste et RRDP.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Luc Moudenc](#)

Circonscription : Haute-Garonne (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 642

Rubrique : Droits de l'homme et libertés publiques

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [20 mars 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [20 mars 2013](#)